

DÉBATS • CLIMAT

« Le clivage sur les questions climatiques relève davantage de la politique que de la logique économique »

TRIBUNE

Grégoire Hug

PDG et cofondateur de Weefin, entreprise à mission spécialiste du conseil dans la finance durable

Expert de la finance durable, Grégoire Hug observe, dans une tribune au « Monde », que si la question climatique ne mobilise guère politiciens et électeurs, elle préoccupe fortement les entreprises.

Publié aujourd'hui à 13h30 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

L'été 2024 a été le plus chaud jamais enregistré, d'après le programme d'observation de la Terre européen Copernicus. Si ce triste record devient presque une habitude, année après année, il demeure un signal d'alerte constant sur notre incapacité à tenir, pour le moment, nos objectifs en matière de politique climatique. En 2024, les électeurs de soixante-seize pays produisant l'équivalent de 40 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial ont été, et sont, appelés aux urnes. Mais le sujet du climat est bien souvent relégué à la seconde zone lors de ces élections.

En Inde, bien que les températures excédant 50 °C aient mis l'économie à l'arrêt, aucune politique climatique à part entière n'a été proposée par les candidats à l'élection présidentielle. L'Indonésie, qui est sur le point de déplacer sa capitale, menacée par la montée des eaux, propose d'intensifier l'extraction de nickel et de charbon.

Et, en Europe, combien de voix se sont élevées lors des élections européennes pour dénoncer le manque de prise de considération des questions climatiques ? Pourtant, il est difficile de désigner un responsable : selon une récente étude publiée par la revue scientifique britannique *Nature Climate Change*, la quasi-totalité des pays du monde ne sont actuellement pas sur la trajectoire nécessaire à l'atteinte de leurs objectifs en matière de climat.

Lire aussi | [L'été 2024 est le plus chaud jamais enregistré dans le monde](#)

Dans un paysage politique plus polarisé que jamais, la campagne pour l'élection présidentielle aux Etats-Unis [*qui se déroulera le 5 novembre*] ne fait pas exception. Lors du débat du 10 septembre entre les candidats Kamala Harris et Donald Trump, la question climatique a été notablement absente. Face à un candidat climat sceptique qui ferait une nouvelle fois sortir les Etats-Unis l'accord de Paris [en 2015], il est évident qu'une victoire démocrate est l'option la plus souhaitable pour la lutte contre le changement climatique. Pour autant, une nouvelle victoire de Donald Trump ne serait pas aussi catastrophique que l'on pourrait l'imaginer !

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Ainsi existe-t-il un Etat des Etats-Unis plus lié au pétrole que le Texas dans l'imaginaire collectif? Non. Et pourtant, ce bastion prorépublicain et profossiles est en train de créer un nouveau « paradoxe à l'américaine ». D'après le [département de l'énergie des Etats-Unis](#), le Texas a produit, en 2024, plus d'électricité à partir d'énergies renouvelables qu'à partir du charbon, et créé plus d'emplois dans ce secteur que dans celui des énergies fossiles. Gouverné depuis près de vingt-cinq ans par le Parti républicain, le Texas a battu à plate couture son rival démocrate en la matière, la Californie.

Lire aussi la chronique : [Dominique Méda : « La responsabilité des entreprises dans le changement climatique comme dans son atténuation doit être reconnue et mesurée »](#)

Si certaines incitations fiscales existent au niveau fédéral et local, ce sont les investissements privés qui ont massivement participé à faire du Texas un haut lieu de l'énergie verte : sa géographie est particulièrement [propice à l'éolien](#) et au solaire, et, depuis la panne d'électricité générale de février 2021, qui a fait perdre 130 milliards de dollars [*119,25 milliards d'euros environ*] aux entreprises texanes, les investissements dans les énergies renouvelables y ont considérablement augmenté.

L'assurance particulièrement menacée

Cet exemple montre que le clivage sur les questions climatiques relève davantage de la politique que de la logique économique. Bien que certaines industries continuent de s'opposer à des réglementations strictes en matière de transition écologique, la majorité a bien compris l'importance à long terme de cet enjeu.

Lire aussi | [« Les entreprises commencent à mesurer que leur propre croissance est liée à la santé de notre planète »](#)

Dans son récent [rapport](#), Mario Draghi propose d'alléger le cadre réglementaire européen afin d'améliorer la compétitivité des entreprises européennes. Pourtant, en plus de faire naître tout un nouvel écosystème d'entreprises axé sur la transition écologique, ces réglementations ont poussé de nombreuses entreprises à repenser profondément leurs modèles d'affaires : une initiative largement soutenue par les dirigeants d'après [une étude PwC de 2024](#).

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Des investissements massifs ont été réalisés aux Etats-Unis et en Asie, sans pour autant que le cadre réglementaire soit nécessairement contraignant pour les entreprises. Tout simplement parce que de nombreuses industries sont menacées par le changement climatique. Parmi celles-ci, on peut citer [le secteur de l'assurance](#), dont le modèle est particulièrement menacé : [augmentation des sinistres](#), difficultés de modélisation, exposition des portefeuilles... Les assureurs ont des bilans d'activité à très long terme qui les forcent à anticiper, à innover et à investir massivement pour pouvoir s'adapter. Souvent loin des promesses court-termistes et électorales des politiques.

Lire aussi l'entretien : [Magali Reghezza-Zitt, géographe : « Pour s'adapter au changement climatique, plus on tarde à agir, moins on sera libre de choisir »](#)

Il est indéniable que les pouvoirs publics jouent un rôle crucial dans la transition écologique. En revanche, le poids de ce changement de paradigme ne repose pas uniquement sur leurs épaules. Les politiques publiques sont d'importants catalyseurs, mais elles ne sont pas les seules : véritable contre-

Pour la planification écologique

L'urgence de la transition énergétique et l'insuffisance des instruments de marché poussent gouvernements et économistes à reconnaître à l'Etat un rôle majeur dans la conduite du changement.

- « Après 1945 comme aujourd'hui, l'Etat était la forme d'organisation collective à même d'éviter la catastrophe », par Eric Monnet, historien de l'économie monétaire et financière, directeur d'études à l'EHESS et Prix du meilleur jeune économiste 2022
- « La répartition des efforts et des gains doit être équitable », par Magali Reghezza-Zitt maîtresse de conférences en géographie à l'Ecole normale supérieure, où elle codirige le Centre de formation sur l'environnement et la société
- « Passer d'une logique de compétition entre Etats à une logique de coopération », par Massimo Amato, professeur d'histoire économique à l'université Bocconi (Milan)
- « La planification écologique doit disposer d'un instrument financier : la double valorisation du carbone », par Michel Aglietta est professeur d'économie, spécialiste des questions monétaires et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales

Grégoire Hug (PDG et cofondateur de Weefin, entreprise à mission spécialiste du conseil dans la finance durable)

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde

Mots croisés, sudoku, mots trouvés... Jouez avec nous

Voir plus